



Pacte pour l'euro :

UNE OFFENSIVE CONTRE LES PEUPLES

C'est une nouvelle attaque contre les droits sociaux et la souveraineté populaire que le Conseil européen a engagé dans le cadre du « Pacte pour l'Euro ». C'est un coup d'État contre la démocratie, un pacte contre l'Europe sociale.

Un pacte contre les peuples

Leur objectif est de comprimer au maximum les salaires, de favoriser la précarité et la flexibilité, allonger l'âge de la retraite et adopter des plans d'austérité d'une brutalité insoutenable. Chaque année, les États devront rendre des comptes à la Commission européenne sur la base de 4 axes.

Décryptage

- ✓ « Renforcer la compétitivité » traduire par : comprimer et comparer les salaires, mettre en concurrence les travailleurs des pays européens.
- ✓ « Promouvoir l'emploi » traduire par : favoriser la précarité et la flexibilité, plus connu sous le nom de « flexicurité ».
- ✓ « Améliorer la viabilité des finances publiques » traduire par : allonger l'âge de la retraite, casser les services publics et niveler par le bas les prestations sociales.
- ✓ « Renforcer la stabilité financière » traduire par : plan d'austérités imposés aux pays qui ont recours à l'UE, la BCE et le FMI

Le Parti de la gauche européenne (PGE) fermement opposé à ce pacte porteur d'une conception ultrarégressive de la construction européenne, a lancé un appel à créer des fronts de résistance partout en Europe. De nombreuses luttes grandissent en Europe contre les plans d'austérité, contre la précarité. Des mobilisations se développent pour défendre les valeurs de service public, de biens communs de conditions décentes de travail et pour l'augmentation des salaires.



Une autre Europe est possible

- ✓ Un changement radical de la conception de l'Union européenne, donnant la priorité au développement social et à la solidarité.
- ✓ Des mesures concrètes permettant de mettre en cause la toute-puissance des marchés financiers et de les soumettre à la régulation et au contrôle social.
- ✓ L'implication des peuples, des citoyens et des acteurs sociaux dans l'élaboration, l'évaluation et le contrôle des politiques européennes. C'est la mise en place de référendums ou de toute autre forme possible de consultation démocratique.
- ✓ En opposition au « fonds de stabilisation financière » et aux plans d'hypé-raustérités, nous exigeons la création d'un fonds de développement social et de solidarité.

Engageons, ensemble, une contre offensive

Nous engageons une initiative citoyenne pour collecter un million de signatures en Europe : pour obtenir l'ouverture d'un débat officiel sur les propositions exposées ci-dessus. Cette initiative c'est le devoir de la gauche de relever ce défi. Le PCF, au sein du Parti de la gauche européenne entend mener le combat avec le Front de gauche et toutes les forces démocratiques et sociales en France.

Meeting du Parti de la gauche européenne

Mardi 3 mai * 20h00 * Gymnase Japy

2, rue Japy * Paris 11^e * M° Voltaire ou Charonne

Avec : **PATRICK LE HYARIC**, député européen de la circonscription * **ALEXIS TSIPRAS** (Synaspismos, vice président du PGE) * **MEHRDAD PAYANDEH** (directeur du secteur politique économique, financière et fiscale du DGB) * **MAITÉ MOLA**, (PCE, vice-présidente du PGE).

Un plateau mouvement social et associatif : **AURÉLIE TROUVÉ**, co-présidente d'Attac
JEAN-MARC CANON (CGT) * **PIERRE KHALFA** (co-président de la Fondation Copernic).

CHRISTIAN PICQUET, porte parole de la Gauche unitaire * **JEAN-LUC MÉLENCHON**, député européen, co-président du parti de gauche * **PIERRE LAURENT**, secrétaire national du PCF et président du PGE.